



## **XVIe Sommet de la Francophonie**

jeudi 1er septembre 2016, par [Bariaud](#)

### **XVIe SOMMET DE LA FRANCOPHONIE À MADAGASCAR - NOVEMBRE 2016**

**Les Sommets de la Francophonie sont des rencontres des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'Organisation internationale de la francophonie qui se tiennent tous les deux ans depuis 1986.**

Cette institution est constituée de 54 pays membres, 3 pays associés et 23 pays observateurs. La Secrétaire Générale de la Francophonie est aujourd'hui Michaëlle Jean, du Québec et originaire d'Haiti. Le XVIe Sommet se tiendra à Antananarivo les 19 et 20 novembre 2016 autour du thème : « croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone ».

Pour illustrer cette thématique, le Comité d'organisation a choisi pour logo du Sommet un symbole représentant l'arbre du voyageur, « Ravinala » en langue malgache, qui contient dans ses feuilles de l'eau pour se désaltérer.

#### **La francophonie syndicale, un outil de lutte pour l'éducation et pour les personnels**

Le Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF) a été créé en 1987. Inclus dans l'Internationale de l'Éducation (IE), c'est également une OING (Organisation Internationale Non Gouvernementale) accréditée auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Il n'existe pas de processus spécifique d'affiliation au CSFEF : il est dépendant du bailleur naturel, l'OIF, pour mener à bien des projets.

Ces dernières années, le CSFEF a ainsi réalisé des formations pour de nombreux syndicats d'Afrique francophone sur les réformes en éducation, pour l'implantation de sites internet, sur l'éducation au développement durable...

#### **Tous les deux ans, la Rencontre des syndicats francophones**

Tous les deux ans, en marge du Sommet de la Francophonie, le CSFEF rassemble les syndicats francophones pour une Rencontre. Au programme, ateliers et plénières sur l'ensemble des thèmes qui préoccupent les organisations : salaires et conditions de travail, formation des enseignant.es, mais aussi renforcement des syndicats, actions collectives...

La prochaine Rencontre se tiendra à Madagascar du 19 au 22 novembre. Une déclaration rassemblant l'ensemble des revendications des syndicats enseignants francophones est adressée à l'OIF, afin d'inciter les États à intégrer des objectifs ambitieux dans la déclaration finale du Sommet.

# Le CSFEF s'engage contre la privatisation de l'éducation

Le CSFEF, avec plusieurs autres organisations francophones et internationales, a entamé un travail contre la marchandisation de l'éducation. Un questionnaire a été envoyé à l'ensemble des syndicats francophones de l'IE et les résultats sont alarmants. En effet, le secteur privé est maintenant solidement implanté partout. Les États font preuve d'une grande complaisance, voire soutiennent financièrement l'Éducation privée, qu'ils présentent parfois comme une solution aux carences du système public !

Dans des pays fragiles la ségrégation qui résulte de cette éducation à plusieurs vitesses apparaît comme une bombe à retardement : quel avenir commun, lorsque les enfants de confessions ou d'ethnies différentes ne fréquentent pas les mêmes écoles ?

Le CSFEF, au sein de la coalition contre la marchandisation, va travailler au lancement de campagnes, en Afrique francophone, pour l'investissement public dans l'éducation.

Le CSFEF permet de jeter des ponts entre des syndicats qui, sinon, se sentent bien isolés. Les partages d'expériences ainsi permis stimulent de nouvelles actions.

Lors du dernier congrès de l'Internationale de l'Éducation qui s'est déroulé à Ottawa en juillet 2015, la FERC a travaillé avec les Camarades membres du CSFEF et depuis, les contacts se sont amplifiés. Notre organisation va envoyer un.e représentant.e à cette rencontre préalable au Sommet de la Francophonie.

Nous devons nous positionner pour devenir membre de ce Comité Syndical Francophone et nous investir davantage à l'International à l'heure où la mondialisation libérale nous l'impose.

La CGT s'y investira en affirmant ses idées qui sont souvent très écoutées. Nous ne pouvons plus ignorer que les politiques d'éducation ne se limitent plus au seul champ franco-français, la solidarité ça se construit au quotidien.

## INTERNATIONAL

### XVI<sup>e</sup> SOMMET DE LA FRANCOPHONIE À MADAGASCAR - NOVEMBRE 2016

Les Sommets de la Francophonie sont des rencontres des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie qui se tiennent tous les deux-à-trois ans.

14

Le 14<sup>e</sup> 11<sup>e</sup> 108 - août 2016



Cette invitation est constituée de 14 pays membres, 3 pays associés et 23 pays observateurs. La Secrétaire Générale de la Francophonie est aujourd'hui Michèle Jean, du Québec et originaire d'Italie.

Le XVI<sup>e</sup> Sommet se tiendra à Antananarivo les 19 et 20 novembre 2016 autour du thème : « croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone ».

Pour illustrer cette thématique, le Comité d'organisation a choisi pour logo du Sommet (à-découvrir), un symbole représentant l'arbre du voyageur, « Baobab », en langue malgache, qui croît dans ses hautes de feu pour se désoliner.

La Francophonie syndicale, un outil de lutte pour l'éducation et pour les parents

Le Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF) a été créé en 1987, issu de l'Internationale de l'Éducation (IE). C'est également une CMC (Confédération internationale des Mouvements de Travail) reconnue par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Il n'est pas de processus épiphora d'affiliation au CSFEF : il est dépendant du bailleur natant, l'OIF, pour mener à bien des projets.

Ces derniers années, le CSFEF a été rejoint par de nombreux syndicats d'Afrique francophone sur les réformes en éducation, pour l'implantation de sites venant, sur l'éducation au développement durable.

Tous les deux ans, en marge du Sommet de la Francophonie, le CSFEF rassemble les syndicats francophones par une rencontre, de programme, ateliers et plénières sur l'ensemble des thèmes qui préoccupent les organisations : salaires et conditions de travail, formation des enseignants, mais aussi renforcement des syndicats, actions collectives.

La prochaine rencontre se tiendra à Madagascar du 19 au 22 novembre. Une déclaration co-signant l'ensemble des revendications des syndicats enseignants francophones est adressée à l'OIF, afin d'inciter les États à intégrer des objectifs ambitieux dans la déclaration finale du Sommet.

Le CSFEF s'engage contre la privatisation de l'éducation. Le CSFEF, avec plusieurs autres organisations francophones et internationales, a entamé un travail contre la marchandisation de l'éducation. Un questionnaire a été envoyé à l'ensemble des syndicats francophones de l'IE et les résultats sont alarmants. En effet, le secteur privé est maintenant solidement implanté partout.

Les États font preuve d'une grande complaisance, voire soutiennent financièrement l'éducation privée, qu'ils présentent parfois comme une solution aux carences du système public !

Dans des pays fragiles la ségrégation qui résulte de cette éducation à plusieurs vitesses apparaît comme une bombe à retardement : quel avenir commun, lorsque les enfants de confessions ou d'ethnies différentes ne fréquentent pas les mêmes écoles ? Le CSFEF, au sein de la coalition contre la marchandisation, va travailler au lancement de campagnes, en Afrique francophone, pour l'investissement public dans l'éducation. Le CSFEF permet de jeter des ponts entre des syndicats qui, sinon, se sentent bien isolés. Les partages d'expériences ainsi permis stimulent de nouvelles actions.

Lors du dernier congrès de l'Internationale de l'Éducation qui s'est déroulé à Ottawa en juillet 2015, la FERC a travaillé avec les Camarades membres du CSFEF et depuis, les contacts se sont amplifiés.

Notre organisation va envoyer un.e représentant.e à cette rencontre préalable au Sommet de la Francophonie. Nous devons nous positionner pour devenir membre de ce Comité Syndical Francophone et nous investir davantage à l'International à l'heure où la mondialisation libérale nous l'impose. La CGT s'y investira en affirmant ses idées qui sont souvent très écoutées. Nous ne pouvons plus ignorer que les politiques d'éducation ne se limitent plus au seul champ franco-français, la solidarité ça se construit au quotidien.

